

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 1701

Arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère de la Prévoyance sociale à faire usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

« Avis n° 85/012 du 13 mars 1985 de la Commission consultative de la protection de la vie privée

Objet: Projet d'arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère de la Prévoyance sociale à faire usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

La Commission consultative de la protection de la vie privée;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;

• Vu la demande d'avis du 8 janvier 1985 du Ministre des Affaires sociales concernant un projet d'arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère de la Prévoyance sociale à faire usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques;

A émis le 13 mars 1985 l'avis suivant :

D'après les explications fournies par le Ministre des Affaires sociales et par ses délégués, l'autorité requérante est chargée :

1. de l'application de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés (service relevant de la Direction générale des prestations familiales et des allocations aux handicapés).

L'autorité requérante insiste sur le fait qu'il est essentiel de protéger le droit social des intéressés et souligne la nécessité d'éviter dans toute la mesure du possible le paiement d'indus, qui s'élèvent actuellement à des centaines de millions de francs. Elle estime que l'utilisation du numéro d'identification du Registre national constituerait à cet égard un progrès considérable; en ce sens que l'efficacité du service concerné s'en trouverait renforcée et que les coûts de gestion seraient sensiblement réduits.

2. de l'inspection sociale (service relevant de la Direction générale de la Sécurité sociale).

Il s'agit d'une mission de contrôle général dans le domaine de la sécurité sociale et de la prévoyance sociale. Cette mission nécessite des relations externes fréquentes avec toutes les parties en cause, tels que les employeurs (secrétariats sociaux), l'Office National de Sécurité Sociale, d'autres organismes d'intérêt public, les travailleurs (clandestins e.a.), les compagnies d'assurance et, pour les questions de principe, les sociétés mutualistes.

3. du Service des relations internationales, relevant du Secrétariat général : en cas d'occupation temporaire à l'étranger d'un travailleur pour le compte d'un employeur belge, la législation belge peut, de commun accord avec les autorités étrangères, continuer à être applicable. Dans ce cas, le service des relations internationales délivre au travailleur, via son employeur, une attestation concernant la législation applicable.

Outre ces missions, l'autorité requérante souhaiterait utiliser le numéro d'identification du Registre national dans la gestion de son personnel et de son service de comptabilité. Ces activités relèvent de la Direction générale des services administratifs.

MINISTÈRE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 1701

Koninklijk besluit tot machtiging van sommige overheden van het Ministerie van Sociale Voorzorg tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen

« Advies nr. 85/012 van 13 maart 1985 van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Betreft: Ontwerp van koninklijk besluit tot machtiging van sommige overheden van het Ministerie van Sociale Voorzorg tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

De Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het verzoek om advies d.d. 8 januari 1985 van de Minister van Sociale Zaken betreffende een ontwerp van koninklijk besluit tot machtiging van sommige overheden van het Ministerie van Sociale Voorzorg tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen;

Heeft op 13 maart 1985 het volgende advies verleend :

Volgens de toelichtingen die werden verstrekt door de Minister van Sociale Zaken en door zijn afgevaardigden, is de verzoekende overheid belast met de volgende opdrachten :

1. de toepassing van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen. (Dienst behorend tot de Algemene Directie van de Gezinsbijslag en uitkeringen aan minder-validen).

De verzoekende overheid beklemtoont dat het essentieel is het sociaal recht van de belanghebbenden te beschermen en onderstreept de noodzaak zoveel mogelijk de uitbetaling te vermijden van onverschuldigde bedragen, die thans echter in de honderden miljoenen belopen. Zij meent dat het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister in dit verband een aanzienlijke vooruitgang zou betekenen, daar dit gebruik zou leiden tot een verhoogde efficiëncy van de betrokken dienst en tot een gevoelige vermindering van de beheerskosten.

2. De sociale inspectie (Dienst behorend tot de Algemene Directie van de Sociale Zekerheid).

Het gaat om een algemene controle-opdracht op het gebied van de sociale zekerheid en van de sociale voorzorg. Deze opdracht vergt veelvuldige externe betrekkingen met alle betrokken partijen zoals de werkgevers (sociale secretariaten), de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, andere instellingen van openbaar nut, de werknemers (o.m. de zwartwerkers), de verzekeringsmaatschappijen en, voor de principe-kwesties, de ziekenfondsen.

3. de internationale betrekkingen (Dienst behorend tot het Secretariaat-generaal): In geval van tijdelijke tewerkstelling in het buitenland van een werknemer op kosten van een Belgische werkgever, kan in gemeenschappelijk akkoord met de buitenlandse overheden de Belgische wetgeving verder worden toegepast. In dergelijk geval verleent de dienst van de internationale betrekkingen aan de werknemer, via diens werkgever, een attest over de toepasselijke wetgeving.

Buiten deze opdrachten zou de verzoekende overheid het identificatienummer van het Rijksregister nog willen gebruiken bij het beheer van haar personeel en van haar boekhoudkundige diensten. Deze activiteiten vallen onder de bevoegdheid van de Algemene Directie der administratieve diensten.

La seule base légale du projet d'arrêté royal est l'article 8, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques. Aux termes de cet article, le Roi peut autoriser les autorités publiques et les organismes d'intérêt public visés à l'article 5, à faire usage du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'il détermine.

A l'article 1er du projet d'arrêté sont énumérés les autorités et les membres du personnel concernés par la demande d'autorisation. L'article 2 règle l'utilisation du numéro d'identification dans les fichiers et répertoires des autorités visées à l'article 1er et dans ceux des personnes physiques et morales qui fournissent des informations au sujet du titulaire de ce numéro d'identification. Enfin l'article 3 règle l'utilisation du numéro d'identification du Registre national dans les relations internes et externes.

A propos de l'article 1er, la Commission estime qu'il est nécessaire de préciser nommément les services auxquels l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification est accordée et à quelles fins. Dans ce cadre, la Commission émet un avis favorable pour l'utilisation du numéro d'identification du Registre national par le service qui gère les allocations aux handicapés et par le service de l'Inspection sociale. Par contre, sur base des renseignements communiqués par l'autorité requérante, la Commission, constatant que cette utilisation n'est pas indispensable dans la gestion du service des relations internationales, émet des réserves pour l'utilisation du numéro d'identification du Registre national par ce service. Enfin, elle émet un avis négatif sur l'utilisation de ce même numéro d'une part par le service de gestion du personnel, étant donné que le numéro d'immatriculation des agents reste la base de l'organisation interne et externe du personnel des services publics, et d'autre part par le service de comptabilité pour qui cette utilisation n'est pas nécessaire.

A l'article 2, la Commission souhaite que soit précisé que le numéro peut être utilisé « au seul titre d'identifiant ».

Par ailleurs, l'article 2 n'autorise pas seulement l'utilisation du numéro d'identification dans les fichiers et répertoires des autorités visées à l'article 1er, mais également dans les fichiers et répertoires des personnes physiques et morales qui fournissent des informations au sujet du titulaire de ce numéro d'identification.

La Commission souligne que cette demande n'a pas place dans le présent projet et qu'elle est d'ailleurs illégale en tant qu'elle vise les personnes physiques et des personnes morales non visées à l'article 5 de la loi du 8 août 1983. La Commission estime que les termes « ainsi que des personnes physiques et morales qui fournissent des informations au sujet du titulaire de ce numéro d'identification » doivent être supprimés.

Sur base du même raisonnement, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de supprimer l'alinéa 2 de l'article 3 du projet en précisant toutefois que ne doit pas être compris comme utilisation nécessitant une autorisation, le fait de mentionner le numéro d'identification du Registre national en réponse à une communication mentionnant ce numéro et adressée par une autorité habilitée en vertu de l'article 8 à l'utiliser.

Il va de soi, que les personnes physiques, visées à l'article 2 de la loi du 8 août 1983, bien que non visées par l'article 3 de la même loi, ont toujours le droit d'utiliser le numéro d'identification qui les concerne.

Quant à l'article 3, alinéa 1er, à propos de l'utilisation dans les relations tant internes qu'externes, la Commission estime qu'il conviendra de veiller à ce que l'utilisation du numéro d'identification du Registre national soit limitée, pour chaque service concerné, aux exigences requises pour l'exécution des dispositions légales et réglementaires dont ce service est chargé. A cet égard, les fonctionnaires délégués ont confirmé que les clefs de sécurité nécessaires existent au sein du Département.

Enfin, la Commission insiste pour que soient strictement respectées les obligations ayant trait à la sécurité des informations et au caractère approprié des programmes prévues par l'article 11, alinéas 2 et 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

Pour le Secrétariat,
J. Baret.

Le Président,
D. Holsters. »

De enige rechtsgrond van het ontworpen koninklijk besluit is het artikel 8, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. Naar luid van deze beschikking kan de Koning de openbare overheden en de instellingen bedoeld bij artikel 5, machtigen om het identificatienummer te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald.

In artikel 1 van het ontwerp van besluit worden de overheden en de personeelsleden opgesomd tot wie het verzoek tot gebruikmaking zich uitstrekt. Artikel 2 regelt het gebruik van het identificatienummer in de bestanden en repertoria van de in artikel 1 bedoelde overheden alsook van de natuurlijke en rechtspersonen, die informatie verstrekken omtrent de houder van dat identificatienummer. Artikel 3 ten slotte regelt het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister in de interne en externe betrekkingen.

Met betrekking tot artikel 1 meent de Commissie dat het nodig is nauwkeurig te omschrijven aan welke diensten en voor welke opdrachten de machtiging tot het gebruik van het identificatienummer wordt verleend. In dit verband geeft de Commissie een gunstig advies voor het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister door de voor de uitkeringen aan minder-validen bevoegde dienst en door de dienst voor de sociale inspectie. Zich steunend op de door de verzoekende overheid verstrekte inlichtingen en na te hebben vastgesteld dat dit gebruik niet onontbeerlijk is voor het beheer van de dienst der internationale betrekkingen, stelt de Commissie evenwel een voorbehoud inzake het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister door deze dienst. Tenslotte brengt zij een negatief advies uit voor het gebruik van dit nummer, enerzijds door de personeelsdienst, gelet op het feit dat het immatriculatie-nummer van de agenten de basis blijft vormen voor de organisatie van de interne en externe betrekkingen van het personeel der openbare diensten, en anderzijds door de boekhoudkundige diensten voor wie dit gebruik niet noodzakelijk is.

Wat artikel 2 betreft acht de Commissie het verkieslijk dat zou worden gepreciseerd dat het nummer « alleen als identificatiemiddel » mag worden gebruikt.

Verder wordt in artikel 2 bepaald dat het identificatienummer niet alleen mag worden gebruikt in de bestanden en repertoria van de in artikel 1 bedoelde overheden, doch eveneens in deze van de natuurlijke en rechtspersonen die informatie verstrekken omtrent de houder van dat identificatienummer.

De Commissie onderstreept dat deze aanvraag niet thuis hoort in dit ontwerp en dat ze bovendien onwettig is in de mate dat ze betrekking heeft op natuurlijke en rechtspersonen die niet vallen onder het bepaalde van artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983. De Commissie meent dat de zinsnede « alsook van de natuurlijke- en rechtspersonen die informatie verstrekken omtrent de houder van dat identificatienummer » dient geschrapt.

Zich steunend op dezelfde redenering is de Commissie de mening toegedaan dat het tweede lid van artikel 3 van het ontwerp moet worden weggelaten. Er weze nochtans aangestipt dat de vermelding van het identificatienummer van het Rijksregister in antwoord op een mededeling, waarbij dit nummer is vermeld en die is gedaan door een overheid, die krachtens artikel 8 gemachtigd is dit nummer te gebruiken, niet moet worden beschouwd als een gebruikmaking waarvoor een machtiging is vereist.

Het spreekt vanzelf dat de in artikel 2 van de wet van 8 augustus 1983 bedoelde natuurlijke personen, ofschoon niet bedoeld in artikel 8 van dezelfde wet, steeds het recht hebben het identificatienummer dat hen betreft te gebruiken.

Wat artikel 3, eerste lid, betreft inzake het gebruik in de interne en externe betrekkingen, is de Commissie van oordeel dat er zal voor moeten worden gewaakt dat het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister beperkt blijft tot wat voor elke betrokken dienst nodig is voor de uitvoering van de wettelijke en reglementaire bepalingen waarmee deze dienst is belast. De gedelegeerde ambtenaren hebben terzake de verzekering gegeven dat bij het departement in de noodzakelijke veiligheidsstelsels is voorzien.

Ten slotte dringt de Commissie aan dat de verplichtingen in verband met de veiligheid van de informatie en met het geëigend karakter van de programma's, zoals voorgeschreven bij artikel 11, tweede en derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen, streng worden in acht genomen.

Voor het Secretariaat,
J. Baret.

De Voorzitter,
D. Holsters. »

12 AOUT 1985. — Arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère de la Prévoyance sociale à faire usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5 et l'article 8, alinéa 1er;

Vu l'avis n° 85/012 de la Commission consultative de la protection de la vie privée, donné le 13 mars 1985.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre d'urgence toutes mesures administratives nécessaires par certaines autorités du Ministère de la Prévoyance sociale, afin de pouvoir faire usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de la Fonction publique, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions, de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont autorisés à faire usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans les limites, dans les conditions et aux fins fixées par les articles 2 et 3 :

1° le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions et le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions;

2° le Secrétaire général du Ministère de la Prévoyance sociale et, au sein de ce Ministère :

a) le Directeur général de la Direction générale de la sécurité sociale, le Directeur général de la Direction générale des prestations familiales et des allocations aux handicapés, le Directeur général de la Direction générale des services administratifs, le Directeur général de la Direction générale des études et de la programmation sociale;

b) à l'exception des membres du personnel de maîtrise, de métier et de service, les fonctionnaires et agents appartenant aux services désignés par l'autorité visée au 1°.

Art. 2. Le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques peut être utilisé au seul titre d'identifiant dans les fichiers et répertoires des autorités visées à l'article 1er, exclusivement pour l'accomplissement des tâches qui relèvent de leur compétence respective dans les limites des législations qu'ils sont chargés d'appliquer et pour l'accomplissement des tâches qui leur sont imposées par une disposition légale ou réglementaire ou en vertu d'une telle disposition.

Art. 3. Outre l'usage prévu à l'article 2, le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques peut également être utilisé dans les relations internes et externes nécessaires exclusivement pour l'accomplissement des tâches définies à l'article 2.

Art. 4. Les personnes physiques et morales et les associations de fait auxquelles l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques n'est pas reconnu ou autorisé sont tenues, dans les relations qui leur sont imposées avec les autorités visées à l'article 1er par une disposition légale ou réglementaire ou en vertu d'une telle disposition pour l'accomplissement des tâches définies à l'article 2, d'identifier les personnes physiques concernées par ces relations par un numéro de six chiffres, suivi de deux lettres.

12 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot machtiging van sommige overheden van het Ministerie van Sociale Voorzorg tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5 en op artikel 8, eerste lid;

Gelet op het advies nr. 85/012 van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 13 maart 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de noodzaak sommige overheden van het Ministerie van Sociale Voorzorg dringend de nodige administratieve schikkingen te laten treffen, teneinde tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te kunnen overgaan;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Openbaar Ambt, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen, van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken, binnen de perken, onder de voorwaarden en voor de doeleinden vastgesteld bij de artikelen 2 en 3 :

1° de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Voorzorg behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Pensioenen behoren;

2° de Secretaris-generaal van het Ministerie van Sociale Voorzorg en, in de schoot van dit Ministerie :

a) de Directeur-generaal van de Algemene Directie van de sociale zekerheid, de Directeur-generaal van de Algemene Directie van de gezinsbijslag en uitkeringen aan minder-validen, de Directeur-generaal van de Algemene Directie van de administratieve diensten, de Directeur-generaal van de Algemene Directie van de studien en van de sociale programmatie;

b) met uitzondering van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, de ambtenaren en beambten behorende tot de diensten van het Ministerie van Sociale Voorzorg aangewezen door de overheid beoogd onder 1°.

Art. 2. Het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen mag gebruikt worden alleen als identificatiemiddel in de bestanden en repertoria van de overheden beoogd in artikel 1, uitsluitend voor het vervullen van de taken die onder hun respectievelijke bevoegdheid ressorteren binnen de perken van de wetgevingen met de toepassing van dewelke zij belast zijn en voor het vervullen van de taken die hun opgelegd zijn door een wettelijke of reglementaire bepaling of krachtens een dergelijke bepaling.

Art. 3. Behalve het gebruik waarin voorzien in artikel 2, mag het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen eveneens gebruikt worden in de interne en externe betrekkingen die nodig zijn uitsluitend voor het vervullen van de taken bepaald in artikel 2.

Art. 4. De natuurlijke en rechtspersonen en de feitelijke verenigingen aan dewelke het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen niet erkend is of daartoe niet gemachtigd zijn, zijn ertoe gehouden, in de betrekkingen met de overheden beoogd in artikel 1 die hun zijn opgelegd door een wettelijke of reglementaire bepaling of krachtens een dergelijke bepaling voor het vervullen van de taken bepaald in artikel 2, de door die betrekkingen betroffen personen te identificeren door een nummer van zes cijfers gevolgd door twee letters.

Ce numéro comporte trois groupes de deux chiffres reprenant dans l'ordre l'année, le mois et le jour de la naissance de l'intéressé. Les lettres sont attribuées dans l'ordre alphabétique et opèrent, au sein d'un même fichier, une distinction entre les personnes nées le même jour.

Pour l'application de l'alinéa 1er, ne doit pas être compris comme utilisation nécessitant une autorisation :

- 1° l'usage du numéro d'identification du Registre national par la personne physique qu'il concerne;
- 2° la mention du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques en réponse à une communication mentionnant ce numéro et adressée par une autorité visée à l'article 1er.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 12 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,
L. WALTNIEL

F. 85 — 1702

12 AOUT 1985. — Arrêté royal réglant, en ce qui concerne le Ministère de la Prévoyance sociale, l'accès au Registre national des personnes physiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de la Fonction publique, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'accomplissement des tâches qui relèvent de leur compétence, sont autorisés sans préjudice de l'article 2 à accéder aux seules informations visées par l'article 3, alinéa 1er, 1° à 9°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques :

1° le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions et le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions;

2° les fonctionnaires généraux du Ministère de la Prévoyance sociale;

3° les fonctionnaires et agents appartenant aux services de ce département désignés par le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions ou par le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions.

Dat nummer omvat drie groepen van twee cijfers die in volgorde het jaar, de maand en de dag van de geboorte van betrokkene weergeven. De letters worden toegekend in alfabetische volgorde en bewerkstelligen, binnen een zelfde bestand, een onderscheid tussen de personen die op dezelfde dag geboren zijn.

Voor de toepassing van het eerste lid dient niet als gebruikmaking waarvoor een machtiging is vereist te worden beschouwd :

- 1° het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister door de natuurlijke persoon op wie het betrekking heeft;
- 2° de vermelding van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen als antwoord op een mededeling die dat nummer vermeldt en gedaan is door een overheid beoogd in artikel 1.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 12 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,
L. WALTNIEL

N. 85 — 1702

12 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, wat het Ministerie van Sociale Voorzorg betreft

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Openbaar Ambt, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor het vervullen van de taken die onder hun bevoegdheid ressorteren worden, onverminderd artikel 2, gemachtigd toegang te hebben enkel tot de informatiegegevens beoogd bij artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, en tweede lid van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen :

1° de Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft en de Minister die de Pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft;

2° de ambtenaren-generaal van het Ministerie van Sociale Voorzorg;

3° de ambtenaren en beambten van de diensten van dat departement aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Voorzorg behoort of door de Minister tot wiens bevoegdheid de Pensioenen behoren.